

Lancement dans l'enthousiasme du « Grand débordement » du 5 mai

5 avril 2018 / Lorène Lavocat et Alexandre Reza Kokabi (Reporterre)



Réunies à l'initiative de François Ruffin et de ses amis, un millier de personnes ont adopté dans l'enthousiasme le projet d'une Grande manifestation le samedi 5 mai. Elle rassemblera partis, associations, syndicats, appelés à surmonter leurs divisions pour s'unir contre la politique de Macron. Reportage sur un meeting vibrionnant à la Bourse du travail hier soir.

- Paris, reportage

« Il faut essayer quelque chose. Ce soir, il ne s'agit pas que de parler, il faut avancer un tout petit peu, ensemble. » Deux ans après Nuit debout, sous la verrière de la Bourse du travail à Paris qui a vu germer le

mouvement des places, François Ruffin esquisse les contours d'un nouveau printemps social. Pour ce faire, il est venu avec ses compagnons de 2016 — le philosophe Frédéric Lordon, le comédien Loïc Canitrot —, une dizaine de représentants des luttes sociales, et une idée : « *Se rassembler le 5 mai pour faire sa fête à Macron* ». « *Notre proposition, expliquera-t-il, c'est de faire déborder la rivière, d'inverser le rapport de forces en commençant avec cette grande manifestation nationale commune. Que fera-t-on le 5 mai au soir ? Ce sera un point de départ.* » D'ici là, il y aura des étapes, dans le mouvement qui se continue, et notamment la manifestation interprofessionnelle du 19 avril. Mais pourquoi attendre un mois ? « *Parce que, dit Ruffin, nous demandons aux partis, aux associations, aux syndicats de discuter pour se rassembler sur cette date. Qu'ils cherchent ce qui les rassemble.* »

Les préparatifs ont commencé dans une ambiance électrique, portée par les notes cuivrées et révolutionnaires de la Fanfare invisible. Ce mercredi soir 4 avril, la grande salle de la Bourse du travail vibre d'excitation et de colère. 600 personnes sont là, tandis que dehors, des centaines de personnes n'ont pu entrer. Se faufilant à travers la foule massée à l'entrée du bâtiment, une petite sexagénaire glisse, le regard déterminé : « *il faut que Macron recule, et pas qu'un peu !* »

« *Dans les facs, le ferroviaire, les hôpitaux, à Carrefour ou à la Poste, ça bouillonne, constate en introduction le député de la Somme. Mais tout ça ne forme que des îlots, même pas un archipel.* » C'est pour poser les bases de cette fameuse convergence des luttes que Ruffin et Lordon ont organisé cette conférence-débat. Mais ils espèrent aller plus loin, en s'appuyant « *sur cette vaste aspiration, invisible mais massive, à autre chose de joyeux, d'humain.* »

À la tribune, syndicalistes et « *lutteurs* » prennent la parole, sous les applaudissements enthousiastes d'un public galvanisé. Les étudiants de la désormais Commune libre de Tolbiac viennent annoncer le vote lundi 2 avril d'un blocage illimité de l'université de Paris 1 par une assemblée générale de 1.500 jeunes. « *La fac libérée pourrait être un foyer de lutte pour la préparation du 5 mai* », propose l'un d'eux.



« *La convergence des luttes, on la vit tous les jours, ajoute une jeune femme. Nous sommes ensemble contre le gouvernement, ensemble dans la rue, car c'est la même logique qui veut détruire le service public ferroviaire, celui de l'enseignement supérieur et celui des hôpitaux.* »

Puis Bruno et Béranger, cheminots « *inquiets et en colère* » rappellent que la bataille du rail concerne tout un chacun. « *Si le gouvernement gagne contre nous, les réformes vont s'enfiler - retraites, chômage...* » insiste le premier, tandis que le second lance : « *on se bagarre pour que le rail reste un service public, pour*

arrêter de nationaliser les pertes et privatiser les profits ! » Un malaise du secteur public décrit par Catherine, infirmière à Lyon. « Nos métiers sont mis à mal, nous n'avons plus de sens à notre travail. On nous demande d'être rentable, de rentrer dans un cadre comptable, gestionnaire, mais ce n'est pas pour ça que nous avons choisi cette voie. »

Mirabelle, femme de chambre pour le groupe Holiday Inn, est venue raconter sa longue et victorieuse lutte - 111 jours - contre le géant de l'hôtellerie. « *Nous n'étions que douze grévistes, mais nous avons réussi ! Alors les cheminots qui sont si nombreux, et nous tous si nous nous mettons ensemble, on doit pouvoir faire quelque chose. »*



Zohra, employée de Carrefour, témoigne ensuite de la grève historique organisée samedi 31 mars dans les magasins. « *C'est difficile de mobiliser les gens, car les emplois sont précaires, et très mal payés, précise-t-elle. Mais le mépris des dirigeants, ça a été la goutte d'eau de trop, et là, les salariés et les syndicats sont enfin parvenus à s'unir. Face au patronat et à Macron, c'est notre seule solution. »*

Costard cravate et regard fatigué, un chauffeur VTC explique pour sa part les dégâts de l'ubérisation - « *70 h par semaine pour 1.000 euros par mois, une hygiène alimentaire, une qualité de sommeil et une vie de couple dégradées* ». Il met en garde contre l'horizon macronien : « *si on se fait tous ubériser, on se retrouvera tous solitaires et on perdra notre humanité. »*

Les prises de parole se succèdent, devant une audience attentive et un applaudimètre emballé. Une chargée de campagne de Greenpeace égraine des combats environnementaux en cours - pesticides, alimentation, agriculture bio - fustigeant le désengagement de l'État. Puis la salle accueille avec une ferveur renouvelée Gaël Quirante, postier syndicaliste récemment licencié avec l'aval de la ministre du Travail [contre l'avis de l'inspection du travail](#).



« Une société où l'on envoie des CRS contre les étudiants, qui supprime l'ISF [impôt sur la fortune] et qui sert la vis aux retraités, c'est une société qui marche à l'envers et qu'il faut remettre à l'endroit, 50 ans après Mai 68 », s'exclame-t-il, suscitant une envolée de cris appelant à la « Grève générale ! ». L'ex-postier ajoute dans l'enthousiasme : « On sait bien qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour lancer le mouvement social, mais c'est cela qu'il faut qu'on construise. »



Oui, mais comment ? « On n'est pas venu rejouer *Nuit debout*, prévient Frédéric Lordon. Il y a du malheur dans ce pays, mais le malheur que chacun ressent quand il est seul se convertit en rage quand on se retrouve ensemble. Face à l'offensive généralisée du macronisme, nous devons répondre par un débordement général. » Mordant, le philosophe dénonce « ces fanatiques, démolisseurs qui se présentent comme modernisateurs » et pointe « ce lien qui nous relie tous » : « Il y a un saccage, cinquante ans de politiques publiques qui ont conduit les gens à s'abîmer voire à se supprimer. L'oligarchie allume partout la guerre sociale puis vient s'en offusquer sur les plateaux télé ».

Dans l'assemblée, têtes grisonnantes et tignasses estudiantines se côtoient. Un auditoire très blanc - l'importance de la solidarité avec les migrants sera rappelée par Loïc Canitrot - mais aussi parsemé de députés insoumis, tels Eric Coquerel et Alexis Corbière. François Ruffin soulignera d'ailleurs les interactions possibles entre le palais Bourbon et la rue. « Les ministres ne nous écoutent que quand il se passe quelque chose. Sur les Ehpad, ils ont commencé à bouger quand la mobilisation s'est durcie, alors que nous portions ce problème depuis plusieurs mois, en vain. »



Il est 21 h passées quand le micro atteint enfin un public frétilant d'impatience. De la chômeuse au salarié de Free en passant par la cheminote, tous se réjouissent de cette date du 5 mai. Une occupation de gare a aussi été évoquée, mais l'action ne semble pas faire consensus. Quelques idées se dessinent : aller parler à ses voisins, réunir des « comités du 5 mai » dans son quartier ou son entreprise, enregistrer des petites vidéos pour expliquer « pourquoi je manifeste ».



Les mains sont encore nombreuses à se lever pour demander la parole quand François Ruffin sonne la fin de la soirée. Et le début d'une aventure. « *Le 5 mai, c'est dans un mois, mais il y a beaucoup à faire avant.* » Et après ? La manifestation nationale, qui devrait donc se tenir à Paris, est érigée comme un « *point de départ* ». L'arrivée dépendra de la capacité du mouvement social à « *rattacher le maximum de wagons* ».

- **Complément d'info :** [Ecouter l'enregistrement intégral de la soirée réalisé par nos amis de Radio Parleur](#)

« **Appel au samedi 5 mai : faire sa fête à Macron !** »



Les personnes présentes au meeting de la Bourse du travail ont adopté à l'unanimité le principe d'une grande manifestation le samedi 5 mai. Voici le texte de l'appel à cette manifestation, [sous forme d'une pétition](#). Autres infos [sur cette page](#).

« Ce mercredi 4 avril, la Bourse du Travail à Paris était pleine à craquer, plus de 600 citoyens, syndicalistes, étudiantes, cheminots, etc. rassemblés. Et plus de 1200 autres personnes, à l'extérieur, qui n'ont pu rentrer.

A la quasi-unanimité, ces deux assemblées improvisées ont voté pour une manifestation nationale, à Paris, le samedi 5 mai.

Nous, signataires de cet appel, demandons :

- 1 - que tous les syndicats, associations, partis, mettent ce rassemblement du samedi 5 mai en débat en leur sein, tant au niveau local que national ;
- 2 - que se montent localement, dans les villes, dans les facs, des « comités 5 mai » ;
- 3 - que la jonction, la discussion soient recherchées à tout moment et en tout endroit : 14 avril, 1^{er} mai, etc. Et notamment que le jeudi 19 avril, au soir, devant leur gare, les citoyens organisent des AG communes aux cheminots, étudiants, hôpitaux, etc.
- 4 - que chacune, chacun, témoigne en une vidéo d'une minute du pourquoi il viendra le samedi 5 mai et le partage sur les réseaux, que cette manif ait mille visages, mille raisons ;
- 5 - que les artistes, chanteurs, musiciens, peintres, acteurs, metteurs en scène, nous rejoignent et rendent cette manif encore plus vivante, inédite, surprenante.

Samedi 5 mai : faire sa fête à Macron !

Faut-il dresser la liste ?

Elle est longue.

Trop longue.

Ordonnances travail et « nouveau pacte ferroviaire », hausse de la CSG pour les retraités, pour les étudiants, la sélection à l'université, pour les futurs licenciés, ceux de Carrefour, Pimkie et tant d'autres, plafonnement des indemnités, « *maltraitance institutionnelle* » dans les Ehpad, sans que la ministre de la Santé trouve autre chose à y répliquer que : « *La France n'a pas les moyens budgétaires.* »

Cette même France du président Macron qui a supprimé l'Impôt sur la fortune pour les actionnaires et plafonné l'impôt sur le capital : les « *moyens budgétaires* », elle les a trouvés, en milliards et en urgence. Cette même France où les firmes du CAC40 accumulent près de cent milliards de profits, du jamais vu

depuis 2007. Cette même France qui vient d'offrir aux multinationales opacité et impunité grâce au « *secret des affaires* ».

En résumé : tout pour ceux qui ont déjà tout ; rien pour ceux « *qui ne sont rien* ».

Mais tout ne se passe pas aussi tranquillement. Partout ça résiste : les cheminots évidemment, les facs également, Air France, les hôpitaux, les éboueurs, les caissières, les électriciens... Mais en ordre dispersé, sans leur trait d'union. Si ces ruisseaux de colère convergeaient, quel fleuve puissant ne formeraient-ils pas.

Il y a autre chose aussi, moins visible, plus souterrain, mais plus massif, plus explosif : quelque chose qui ressemble à un vaste désir d'autre chose. Quoi ? On ne sait pas, ou pas encore. Mais autre chose que cet économisme étroit, cette bureaucratie patronale qui contrôle, qui « *manage* », qui évalue sans relâche, qui maltraite aussi. Et ne connaît rien d'autre que ses ratios.

Le texte du projet de loi sur la SNCF contient 84 fois le mot « *concurrence* ». Mais 0 fois « *climat* », « *réchauffement* », « *biodiversité* ». Leur projet de société ? Un dogme sans autre finalité que produire et vendre. Sans bonheur commun, sans solidarité, sans avenir ensemble. Les sans-statut dressés contre ceux qui en ont un afin de protéger ceux qui ont tout.

Il est probable que Macron ne se rende pas compte que, sous son règne, tout devient très clair, trop clair. Le moment est peut-être venu de lui faire savoir, pour notre part, où nous en sommes. Dans les ordonnances SNCF, se trouvent repliés tous les éléments d'un monde dont nous ne voulons pas. Si ce qui est clair pour nous ne l'est pas pour lui, rassemblons-nous donc pour le lui expliquer un peu plus nettement. Premier anniversaire à l'Élysée ? Qu'il sente non pas la bougie mais le vent du boulet.

La conscience grandit que cette affaire des cheminots nous concerne tous. Et par conséquent que la dispersion des luttes nous fera tous perdre. Nous pensons qu'il n'y a pas d'autre moyen de le dire qu'une grande manifestation nationale à Paris.

Que ce samedi 5 mai signale aux puissances d'argent qu'elles n'ont pas gagné, et que le plus grand nombre ne veut pas de leur monde. Et que le 5 mai, ce grand nombre... se met en marche !

Pour participer à #LaFeteaMacron, écris nous à contact@lafeteamacron.org »

Lire aussi : [Pourquoi une grande manifestation nationale le 5 mai ?](#)

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Photos : © Alexandre Reza Kokabi/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Lancement-dans-l-enthousiasme-du-Grand-debordement-du-5-mai>